

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3100

[C — 2010/29462]

**8 JUILLET 2010. – Décret portant diverses modifications
aux statuts des membres du personnel technique
des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale commune à tous les réseaux*

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux tel que remplacé par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986, par le décret du 3 mars 2004 et modifié par le décret du 19 février 2009, un nouveau point 7° est inséré. Il est rédigé comme suit :

« 7° La notion d'emploi recouvre :

- a) la charge à temps plein (prestation complète) : 36 h/semaine
- b) la charge à mi-temps : 18 h/semaine ».

Un emploi de directeur ne s'entend qu'à temps plein (36 h/semaine).

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux CPMS organisés par la Communauté française*

Art. 2. A l'article 14, point 9°, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux tel que remplacé par le décret du 31 janvier 2002, les termes « ou ne pas avoir fait l'objet d'une mesure de licenciement, d'une révocation ou d'une démission disciplinaire en cours ou à l'issue du stage visé au présent chapitre, » sont ajoutés entre les termes « mise en non-activité disciplinaire » et les termes « infligée par la Communauté française ».

Art. 3. A l'article 20, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, est ajouté un 2° alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui a fait l'objet d'un licenciement en cours de stage perd, pour la fonction qu'il exerçait au moment de son licenciement, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que le nombre de jours prestés avant son licenciement. »

Art. 4. A l'article 21 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, est ajouté un 5° alinéa libellé comme suit :

« Le temporaire visé à l'article 20, § 2, 1., qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est, sauf demande contraire de sa part, désigné à nouveau dans le centre où il était affecté lors de l'exercice précédent. La préférence dont il bénéficie ne peut être opposée à la priorité à la désignation d'un candidat mieux classé. »

Art. 5. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité est inséré un article 21bis ainsi libellé :

« Article 21bis. § 1^{er}. Au sein d'un centre, en cas de diminution des prestations disponibles dans une fonction considérée, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel technique selon l'ordre suivant :

- 1° les temporaires non classés;
- 2° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 20, § 2, 2.;
- 3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 20, § 2, 1. dans l'ordre inverse du classement;
- 4° les membres du personnel technique nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations;
- 5° les stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement;
- 6° les membres du personnel technique nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;
- 7° les membres du personnel technique rappelés provisoirement à l'activité de service;
- 8° les membres du personnel technique nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés à titre complémentaire dans le centre;
- 9° les membres du personnel technique nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés ou affectés à titre principal dans le centre.

Un membre du personnel nommé à titre définitif et placé en perte partielle de charge peut obtenir un complément d'attributions dans l'emploi d'un autre membre du personnel nommé à titre définitif, temporairement éloigné du service et remplacé par un membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4° et 6°.

Un membre du personnel nommé à titre définitif peut être rappelé provisoirement à l'activité de service au sein du centre où il a perdu son emploi, dans l'emploi d'un autre membre du personnel nommé à titre définitif, temporairement éloigné du service et remplacé par un membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4° et 6°, pour autant que la durée du rappel provisoire à l'activité de service soit au moins de quinze semaines ».

Art. 6. A l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, les mots « après les réaffectations et les mutations de ladite année » sont remplacés par les mots « après les réaffectations, les compléments de charge, les mutations et les extensions de nomination de ladite année ».

Art. 7. A l'article 27 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, le point 6° est supprimé et le point 10° est complété par les termes « ou d'une mesure de licenciement, d'une révocation ou d'une démission disciplinaire en cours ou à l'issue d'un stage lors d'un précédent exercice ».

Art. 8. A l'article 36 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, les mots « le stage peut être prolongé d'un an maximum sur propositions motivées et identiques, émises séparément par le directeur du centre et par l'inspecteur compétent » sont remplacés par les mots « le stage peut être prolongé d'un an maximum sur proposition motivée du directeur du centre ».

Art. 9. A l'article 37 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, les mots « être licencié sur propositions motivées et identiques, émises séparément par le directeur du centre et par l'inspecteur compétent » sont remplacés par les mots « être licencié sur proposition motivée émise par le directeur du centre ».

Art. 10. L'article 38 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité est supprimé.

Art. 11. A l'article 44, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, le chiffre « 38 » est supprimé.

Art. 12. Dans le Chapitre III de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, est insérée une section 4 ainsi libellée :

« *Section 4.* — Des compléments de prestations et des extensions de nomination.

Article 45bis. A sa demande, un membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut obtenir un complément de prestations dans le centre où il est affecté et/ou dans un ou plusieurs autres centres, pour autant que ce complément ne soit pas nécessaire pour compléter la charge d'un stagiaire ou d'un membre du personnel technique :

- rappelé provisoirement à l'activité de service;
- pour les prestations qui lui sont confiées à titre de complément de charge;
- bénéficiaire d'une mutation;
- affecté à titre principal ou à titre complémentaire dans le centre.

A sa demande, le membre du personnel technique qui a obtenu un complément de prestations le conserve aussi longtemps que les conditions visées à l'alinéa précédent sont remplies.

Les demandes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être introduites dans le courant du mois d'avril auprès du Ministère de la Communauté française. L'octroi d'un complément de prestations produit ses effets au plus tôt le 1^{er} septembre de l'exercice suivant.

Par complément de prestations au sens du présent article, il faut entendre l'attribution pour une durée indéterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'exercice, à un membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes :

1° dans le centre où il est affecté, d'une partie de charge temporairement vacante relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif;

2° dans un ou plusieurs autres centres, d'une partie de charge temporairement ou définitivement vacante relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif. »

Article 45ter. A sa demande, un membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut se voir accorder par le Gouvernement, l'extension de sa nomination à titre définitif dans un second emploi définitivement vacant dans un autre centre, pour autant que cet emploi :

1° relève de la fonction dans laquelle le membre du personnel technique est nommé à titre définitif;

2° ne soit pas occupé par un membre du personnel technique à titre de complément de charge, par un membre du personnel technique rappelé provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif pour laquelle il possède le titre requis, par un membre du personnel technique rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif ou par un membre du personnel technique admis au stage.

Le membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui souhaite obtenir l'extension de sa nomination à titre définitif dans un autre centre introduit, par pli recommandé, une demande au Gouvernement dans le courant du mois de mars. La demande précise le ou les centres(s) où le membre du personnel souhaite obtenir l'extension de sa nomination. La liste de ces choix doit être établie par ordre de préférence entre les centres précisés, le premier étant le premier choix.

L'extension de la nomination à titre définitif intervient le 1^{er} jour de l'exercice suivant, à condition que :

1° le membre du personnel technique ne puisse bénéficier à cette date d'une charge à prestations complètes dans le centre où il est affecté à titre principal;

2° le membre du personnel technique ne soit pas mis en disponibilité par défaut d'emploi dans son centre, sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres centres.

Pour chacune des charges incomplètes à conférer, les membres du personnel technique qui ont régulièrement introduit une demande d'extension de nomination, et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service dans les centres organisés par la Communauté française et acquise à la date du 1^{er} septembre de l'exercice en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans les centres organisés par la Communauté française, à la date précitée.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel technique le plus âgé.

Article 45quater. Un membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes est affecté dans un seul centre.

Un membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes est affecté à titre principal dans un seul centre et, s'il bénéficie de l'extension de la nomination à titre définitif prévue à l'article 45ter, est affecté à titre complémentaire dans le centre où il bénéficie de ladite extension.

Aucun membre du personnel technique ne peut conserver son affectation à titre complémentaire dans un autre centre dès qu'il peut lui être confié, à titre définitif, une fonction à prestations complètes dans le centre où il est affecté à titre principal.

Un membre du personnel technique peut renoncer, à sa demande, à son affectation à titre principal dès qu'il peut lui être confié, à titre définitif, une fonction à prestations complètes dans le centre où il est affecté à titre complémentaire.

Article 45quinquies. Le membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes ne peut cumuler cette fonction avec une autre fonction, à prestations complètes ou incomplètes, qu'il tenait d'une nomination antérieure ».

Art. 13. A l'article 96 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, sont ajoutés les points 4° et 5° ainsi libellés :

« 4° complément d'attributions : attribution, dans le centre où il est affecté, d'une ou plusieurs parties de charge temporairement vacantes relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif, en compensation de la partie de charge pour laquelle il est déclaré en perte partielle de charge.

5° complément de charge : attribution, dans un ou plusieurs autres centres, à un membre du personnel technique qui se trouve en perte partielle de charge, d'une ou plusieurs parties de charge temporairement ou définitivement vacantes de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif, en compensation de la partie de charge pour laquelle il est déclaré en perte partielle de charge ».

Art. 14. L'article 100 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité est remplacé par un article 100 ainsi libellé :

« Article 100. § 1. La Commission de réaffectation se réunit chaque année dans le courant du mois de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La Commission propose la réaffectation des membres du personnel technique dans les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre de l'exercice en cours; elle remet également un avis en matière de compléments de charges.

Elle transmet ses propositions au Gouvernement pour décision. Si le membre du personnel technique a été rappelé à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts de la charge pour laquelle il est rémunéré, il ne prend ses fonctions dans le centre où il est réaffecté qu'au 1^{er} septembre de l'exercice suivant.

§ 2. Chaque année, dans le courant du mois de novembre, la Commission de réaffectation examine et propose la réaffectation des membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi au 1^{er} septembre de l'exercice en cours dans les emplois qui peuvent être libérés conformément aux dispositions de l'article 10*bis* de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 15. A l'article 102 de l'arrêté royal précité sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou mis en perte partielle de charge » sont insérés entre les mots « en disponibilité par défaut d'emploi » et « dans les centres »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou par complément(s) de charge » sont insérés entre les mots « être attribués par réaffectation, » et les mots « aux membres du personnel technique »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « ou de complément(s) de charge » sont insérés entre les mots « par réaffectation » et les mots « . L'avis précise la forme ».

Art. 16. Dans l'intitulé du chapitre IX de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, entre les termes « rappel provisoire à l'activité de service » et les termes « et de la mutation » sont ajoutés les termes « du complément d'attribution, du complément de charge ».

Art. 17. L'intitulé de la section 3 du chapitre IX de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, est complété par les mots « du complément d'attribution et du complément de charge ».

Art. 18. A l'article 106 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, après les mots « rappeler provisoirement à l'activité de service » sont ajoutés les mots « lui attribuer un complément de charge ou un complément d'attribution ».

Art. 19. Entre les sections 3 et 4 du chapitre IX de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, est insérée une section 3*bis* ainsi libellée :

« Section 3*bis*. — Du complément de charge et du complément d'attributions

Article 108*bis*. § 1^{er} Le membre du personnel technique nommé à titre définitif en perte partielle de charge reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative ou sur proposition de la commission de réaffectation, lui confier un complément de charge :

1° tout d'abord, avant toute désignation à titre temporaire ou toute admission au stage;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires.

A sa demande, un membre du personnel technique nommé à titre définitif qui se trouve en perte partielle de charge et qui a obtenu un complément de charge dans un ou plusieurs centres, conserve ce complément de charge aussi longtemps :

1° qu'il ne lui est pas attribué une charge complète dans le centre où il est affecté à titre principal;

2° que ce complément n'est pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel technique nommé à titre définitif affecté à ce centre ou y rappelé provisoirement à l'activité de service ou y réaffecté ».

§ 2. Le membre du personnel technique nommé à titre définitif en perte partielle de charge reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative, lui confier un complément d'attributions :

1° tout d'abord, avant toute désignation à titre temporaire;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires.

Art. 20. A l'article 169, § 1^{er} de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

a) les termes « Aux conditions fixées par le Gouvernement » sont supprimés;

b) les points « 17. » et « 18. » ainsi libellés sont ajoutés :

« 17. pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

18. pour activités sportives, pour don d'organes ou de tissus ».

Art. 21. A l'article 170 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, les points « 5 » et « 6 » sont supprimés et il est ajouté un point 9. ainsi libellé :

« 9. pour interruption de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs, pour assister un membre du ménage ou de la famille gravement malade ou lui octroyer des soins, lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental »

Art. 22. L'article 175 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, est complété comme suit :

« sauf poursuite disciplinaire ou application de l'article 10ter, § 7, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitement et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux ».

Art. 23. Le titre de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre XI de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité est complété par les mots « et de la perte partielle de charge ».

Art. 24. L'article 183 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité est modifié comme suit :

1° le § 1^{er} est remplacé par un paragraphe ainsi libellé :

« § 1^{er}. Est placé en perte partielle de charge le membre du personnel nommé à titre définitif pour une charge complète, affecté dans un centre ou affecté à titre principal dans un centre pour une demi-charge et à titre complémentaire dans un autre centre pour une autre demi-charge, qui perd une demi-charge.

Est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le membre du personnel technique nommé à titre définitif, affecté dans un centre ou affecté à titre principal dans un centre pour une demi-charge et à titre complémentaire dans un autre centre pour une autre demi-charge, qui perd sa ou ses deux charges.

La mise en disponibilité et la perte partielle de charge produisent leurs effets au 1^{er} septembre. »;

2° au § 3, les mots « Ils peuvent être, rappelés provisoirement à l'activité de service par le Ministre dans un emploi temporairement ou définitivement vacant. » sont remplacés par les mots « Ils peuvent être, par le Gouvernement, rappelés provisoirement à l'activité de service, se voir attribuer un complément d'attributions ou un complément de charge dans un ou des emplois temporairement ou définitivement vacants. »;

3° il est ajouté un paragraphe 4 ainsi libellé :

« § 4. Il est mis fin d'office à l'affectation à titre complémentaire dont un membre du personnel technique bénéficie dans un centre où il perd la totalité de sa charge qui lui était attribuée, si cette perte est compensée par une augmentation correspondante de sa charge dans le centre où il est affecté à titre principal.

Ne peut être placé en perte partielle de charge le membre du personnel technique qui se voit attribuer une charge correspondante dans le centre où il est affecté à titre principal ou complémentaire, et est affecté dans le centre où il bénéficie d'une charge complète ».

Art. 25. A l'article 183bis de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, entre les mots « mis en disponibilité par défaut d'emploi » et les mots « qu'après qu'il ait été mis fin » sont insérés les mots « ou en perte partielle de charge ».

Art. 26. A l'article 183ter de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux est ajouté un paragraphe 5 ainsi libellé :

« § 5. Au sens du présent article, par « disponibilité par défaut d'emploi », il y a lieu d'entendre également « perte partielle de charge. »

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux CPMS officiels subventionnés

Art. 27. L'article 23, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés tel que complété par le décret du 13 décembre 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Au sein d'un même pouvoir organisateur, pour chaque fonction, figurent également au classement les membres du personnel technique temporaires ou définitifs à temps partiel à condition, pour ces derniers, de l'avoir demandé, à peine de forclusion, par lettre recommandée ou contre accusé de réception au pouvoir organisateur avant le 31 mai. Il n'est pas tenu compte du fait que le membre du personnel est en service ou non dans le pouvoir organisateur au moment où le classement est établi. »

Art. 28. A l'article 30 du même décret, un nouveau point 3 est inséré libellé comme suit :

« 3° s'il a déjà attribué l'emploi par voie d'extension de charge, conformément aux dispositions prévues à l'article 31bis ».

Art. 29. Au chapitre II du même décret, il est inséré un article 31bis disposant comme suit :

« Article 31bis. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer complète, dans le respect de l'article 23, et par dérogation à l'article 33, la charge d'un membre de son personnel nommé à titre définitif dans une charge à prestations incomplètes par une extension de sa nomination à titre définitif dans la même fonction. L'extension produit ses effets quelle qu'en soit la date. Elle ne peut être accordée que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues à l'article 32, à l'exception du 10° et du 12° ».

Art. 30. A l'article 32, § 1^{er}, du même décret, le point 6 est supprimé.

Art. 31. A l'article 42 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) au point 1, les mots « à titre définitif » sont supprimés;

b) le point 2, est remplacé comme suit :

« 2° être titulaire, à titre définitif avant cet engagement, d'une fonction comportant au moins une demi-charge, dans un centre relevant du pouvoir organisateur ».

Art. 32. Dans l'article 53 du même décret, le point 1 est remplacé par la disposition suivante :

« 1° mise en disponibilité :

a) la mise en disponibilité par défaut d'emploi résultant de la suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou à mi-temps. La fonction dans laquelle un emploi est supprimé est déterminée en fonction de l'ordre inverse de la succession des fonctions telle que fixée par le pouvoir organisateur conformément à l'article 3;

b) la mise en perte partielle de charge résultant de la perte d'un emploi à mi-temps exercé par un membre du personnel titulaire d'un emploi à prestations complètes. Lorsque le terme « mise en disponibilité » est utilisé sans autre précision, il couvre les deux situations précitées ».

Art. 33. A l'article 59, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « ou déclaré en perte partielle de charge » sont insérés entre les mots « est mis en disponibilité par défaut d'emploi » et les mots « parmi les membres du personnel technique ».

Art. 34. A l'article 60, § 4, du même décret les mots « ou déclaré en perte partielle de charge » sont insérés entre les mots « Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi » et les mots « plusieurs personnes dans la même fonction ».

Art. 35. A l'article 64, § 1^{er}, du même décret les mots « ou par perte partielle de charge » sont insérés entre les mots « Les membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi » et les mots « bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente ».

Art. 36. A l'article 67, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots « du rang 12 au moins » sont remplacés par les mots « du rang 10 au moins »;

2° à l'alinéa 4, les mots « un fonctionnaire du Ministère désigné par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « les Services du Gouvernement »;

3° à l'alinéa 5, le mot « secrétaire » est remplacé par « secrétariat ».

Art. 37. L'article 99, 10°, du même décret est complété d'un nouveau *l*) libellé comme suit :

« *l*) par application de l'article 31*bis*; ».

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux CPMS libres subventionnés.

Art. 38. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

a) un § 1^{er} est créé, reprenant l'alinéa 1^{er}, en ce compris les points 1° à 3°;

b) au point 1°, les termes « à l'exclusion des membres de ce personnel qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française, sauf pour ce qui est mentionné aux articles 33, § 2, et 43, § 2 » sont supprimés;

c) le point 2° est remplacé par ce qui suit : « aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 1^{er}, § 3, 10°, en ce qui concerne les dispositions des articles, 27, 29, 30, 31 et 33 »;

d) le point 3° est remplacé par ce qui suit : « aux pouvoirs organisateurs de ces centres »;

e) un § 2 est inséré, disposant ce qui suit :

« Par dérogation au § 1^{er}, le présent décret ne s'applique pas :

aux membres de ce personnel qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française, sauf pour ce qui est mentionné aux articles 33, § 2 et 43, § 2. »;

f) un § 3 est inséré, reprenant l'alinéa 2, en ce compris les points 1° à 10°, et l'alinéa 3;

g) un nouveau point 8 rédigé comme suit est inséré (les points 8 ancien, 9 et 10 devenant points 9, 10 et 11) :

« 8° La motivation consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. Elle doit être adéquate »;

h) les points suivants sont insérés au sein du nouveau § 3, ainsi rédigés :

« 12° « changement d'affectation », le passage d'un centre à un autre centre ou d'un cadre à un autre cadre appartenant au même pouvoir organisateur pour y exercer à titre définitif la même fonction que celle exercée à titre définitif dans le centre d'origine, conformément aux articles 40, § 2 et 45.

13° « mutation », le passage d'un centre subventionné à un autre centre appartenant à un autre pouvoir organisateur subventionné pour y exercer à titre définitif la même fonction que celle exercée à titre définitif auprès du pouvoir organisateur d'origine, conformément aux articles 40, § 1^{er} et 45.

14° « changement de fonction », l'exercice d'une fonction autre que celle pour laquelle le membre du personnel est engagé à titre définitif ».

Art. 39. A l'article 9 du même décret, un point 6° est inséré, libellé comme suit :

« 6° de traiter avec dignité et courtoisie les membres du personnel. Les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués s'abstiennent de toute attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement ».

Art. 40. Un article 11*bis* est inséré au sein de la section 2 « Devoirs des membres du personnel technique » du même décret, disposé comme suit :

« Article 11*bis*. La présente section s'applique aux membres du personnel technique engagés à titre temporaire et aux membres du personnel technique engagés à titre définitif ».

Art. 41. A l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) les alinéas suivants sont intégrés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant alinéa 4 :

« Les membres du personnel exécutent leur travail avec soin, probité et conscience au lieu, au temps et dans les conditions convenus.

Les membres du personnel agissent conformément aux ordres et aux instructions qui leur sont donnés par les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués en exécution du contrat. »;

b) les alinéas suivants sont insérés entre les anciens alinéas 2 (devenant un nouvel alinéa 4) et l'alinéa 3 (devenant un nouvel alinéa 7) :

« Les membres du personnel s'abstiennent de tout ce qui pourrait nuire à leur propre sécurité, à celle de leurs collègues, des membres du pouvoir organisateur ou de leurs délégués, des consultants ou de tiers.

Les membres du personnel restituent en bon état au pouvoir organisateur les instruments de travail qui leur ont été confiés. »

Art. 42. L'article 22 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le pouvoir organisateur qui constate qu'un membre de son personnel technique se livre de façon continue à une occupation qui est, au sens de l'article 21, incompatible avec sa qualité de membre du personnel technique d'un centre psycho-médico-social, le lui notifie par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition ».

Art. 43. Une section 5 intitulée « Dossier professionnel » est insérée au chapitre II du présent décret, rédigée comme suit :

« *Section 5. — Dossier professionnel*

Article 24bis. Le dossier professionnel comprend le dossier administratif et, le cas échéant, le dossier disciplinaire. Le pouvoir organisateur ou son délégué soumet à la signature pour visa du membre du personnel toute pièce versée dans son dossier.

Toute procédure disciplinaire ne peut s'appuyer que sur des pièces appartenant au dossier disciplinaire.

Le dossier administratif contient exclusivement les documents relatifs aux statuts administratif et pécuniaire du membre du personnel. Ces documents proviennent, d'une part, de la relation entre le pouvoir organisateur et le pouvoir subsidiant, et, d'autre part, de la relation entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel.

Le Gouvernement approuve les modalités de constitution du dossier et d'accès à celui-ci fixées par la Commission paritaire centrale compétente ».

Art. 44. A l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le point 3° est modifié comme suit :

« 3° par centre, la (ou les) fonction(s) à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge »;

b) Le point 4° est modifié comme suit :

« 4° le (ou les) centre(s) dans lequel (lesquels) il est affecté; ».

Art. 45. A l'article 30, du même décret il est inséré un nouveau paragraphe 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Au sein d'un même pouvoir organisateur, pour chaque fonction, figurent également au classement les membres du personnel technique temporaires ou définitifs à temps partiel à conditions pour ces derniers, de l'avoir demandé à peine de forclusion, par lettre recommandée ou contre accusé de réception au pouvoir organisateur avant le 31 mai. Il n'est pas tenu compte du fait que le membre du personnel est en service ou non dans le pouvoir organisateur au moment où le classement est établi. »

Art. 46. A l'article 33, § 1^{er}, point 10° du même décret, les termes « visé à l'article 31 » sont remplacés par les termes « visé à l'article 32 ».

Art. 47. A l'article 39 du même décret, un point 3 est inséré, libellé comme suit :

« 3° s'il a déjà attribué l'emploi par voie d'extension de charge, conformément aux dispositions prévues à l'article 40bis. ».

Art. 48. A l'article 40 du même décret, un § 3 est ajouté, disposant ce qui suit :

« § 3. En cas de fusion, de restructuration, de reprise ou de création de centres, le membre du personnel technique engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives aux mises en disponibilité et réaffectations, se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a réengagé, est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle qu'en soit la date. »

Art. 49. Au chapitre III du même décret, il est inséré un article 40bis disposant ce qui suit :

« Article 40bis. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer, complète dans le respect de l'article 30, et par dérogation à l'article 44, la charge d'un membre de son personnel nommé à titre définitif dans une charge à prestations incomplètes par une extension de son engagement à titre définitif dans la même fonction.

L'extension produit ses effets quelle qu'en soit la date. Elle ne peut être accordée que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues à l'article 43, à l'exception du 10° et du 12° ».

Art. 50. A l'article 43, § 1^{er}, du même décret, le point 6 est supprimé.

Art. 51. A l'article 44 du même décret, les alinéas 1 à 6 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Chaque année, entre le 1^{er} et le 15 mai, le pouvoir organisateur fait un appel aux candidats à l'engagement à titre définitif. L'obligation d'engager à titre définitif ne vaut que pour les membres du personnel technique qui font acte de candidature.

Les emplois définitivement vacants à conférer sont fixés en fonction de la situation au 15 avril qui précède l'appel aux candidats, y compris les emplois devenus définitivement vacants en application de l'article 40 du présent décret. L'avis qui indique le nombre des emplois offerts ainsi que la ou les fonctions à conférer, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est transmis, contre accusé de réception, à tous les membres du personnel technique, qu'ils soient temporaires prioritaires au sens de l'article 30, § 1^{er} ou définitifs.

Les engagements à titre définitif se font chaque année le 1^{er} octobre, dans les seuls emplois dont il est question à l'alinéa précédent qui sont encore vacants à cette date. »

Art. 52. A l'article 48 du même décret, un § 4 est ajouté, disposant ce qui suit :

§ 4. « Lorsque le pouvoir organisateur a mis fin aux services d'un membre du personnel en application des articles 110sexies, 110septies et 110nonies, ce membre du personnel ne peut plus se prévaloir d'aucune ancienneté, dans la (ou les) fonction(s) exercée(s) ou pour la(les)quelle(s) il est porteur d'un titre requis, auprès de ce pouvoir organisateur, sauf si celui-ci réengage le membre du personnel licencié dans cette (ces) fonction(s). »

Art. 53. A l'article 54 du même décret, les modifications suivantes sont effectuées :

a) au point 1, les mots « à titre définitif » sont supprimés;

b) le point 2 du même article est remplacé comme suit :

« 2° être titulaire, à titre définitif avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge, dans un centre relevant du pouvoir organisateur; ».

Art. 54. A l'article 56, alinéa 3 du même décret, les termes « ne l'en a pas déchargé » sont remplacés par les termes « ne l'a pas licencié de cette fonction de promotion, conformément à l'article 110sexies, alinéas 1^{er} à 4. ».

Art. 55. A l'article 57, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au § 1^{er}, alinéa 2, et au § 2, alinéa 3, les termes « déchargé » sont remplacés par les termes « licencié, conformément à l'article 110sexies, alinéas 1^{er} à 4 »;

b) le § 3 est abrogé.

Art. 56. Dans l'article 65 du même décret, le point 1 est remplacé par la disposition suivante :

« 1° mise en disponibilité :

a) la mise en disponibilité par défaut total d'emploi résultant de la suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou à mi-temps. La fonction dans laquelle un emploi est supprimé est déterminée en fonction de l'ordre inverse de la succession des fonctions telle que fixée par le pouvoir organisateur conformément à l'article 7;

b) la mise en perte partielle de charge résultant de la perte d'un emploi à mi-temps exercé par un membre du personnel titulaire d'un emploi à prestations complètes.

Lorsque le terme « mise en disponibilité » est utilisé sans autre précision, il couvre les deux situations précitées. »

Art. 57. A l'article 70, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret les mots « ou déclaré en perte partielle de charge » sont insérés entre « est mis en disponibilité » et « parmi les membres du personnel technique ».

Art. 58. A l'article 71, § 4, les mots « ou déclaré en perte partielle de charge » sont insérés entre « Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi » et « plusieurs personnes dans la même fonction ».

Art. 59. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 75 du même décret, les mots « ou par perte partielle de charge » sont insérés entre les mots « Les membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi » et les mots « bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente ».

Art. 60. A l'article 76, § 3, alinéa 3, les termes « article 110, 5° » sont remplacés par les termes « 110nonies, 6° ».

Art. 61. Dans l'article 78, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 3, les mots « du rang 12 au moins » sont remplacés par les mots « du rang 10 au moins »;

b) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « Le Secrétariat est assuré par les Services du Gouvernement. ».

Art. 62. Dans l'article 79, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 3, les mots « rang 12 au moins » sont remplacés par « rang 10 au moins »;

b) les alinéas 4 et 5 du même article sont remplacés par la disposition suivante :

« Le secrétariat est assuré par les Services du Gouvernement.

Le Président et le secrétariat ont voix consultative. »

Art. 63. A l'article 82, § 4, du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le pouvoir organisateur notifie sa décision à la chambre de recours et au membre du personnel technique, le cas échéant, accompagnée des raisons pour lesquelles l'avis n'aurait pas été suivi.

Si le pouvoir organisateur omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis. »

Art. 64. A l'article 99, § 1^{er}, 1°, du même décret, les termes « 109, 2°, b), ou 5° » sont remplacés par les termes « 110ter, 7°, b), ou 9° ».

Art. 65. Le chapitre X. intitulé « De la fin de l'engagement » du même décret est ainsi modifié :

« CHAPITRE XI. — *Fin des contrats d'engagement*

Section I^{re}. — Généralités

Article 109. Sous réserve du licenciement pour faute grave des membres du personnel technique engagés à titre temporaire prévu à l'article 110septies, l'acte par lequel une des parties met fin unilatéralement au contrat doit, à peine de nullité, être notifié à l'autre partie, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'un écrit de la main à la main.

Dans cette dernière hypothèse, l'autre partie appose sa signature sur le double de cet écrit pour accusé de réception.

A peine de nullité, la notification doit mentionner la date à partir de laquelle le préavis débute et la durée de celui-ci.

Article 110. La partie qui résilie le contrat sans respecter le délai de préavis est tenue de payer à l'autre partie une indemnité égale à la rémunération en cours correspondant soit à la durée du délai de préavis, soit à la partie de ce délai restant à courir, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

Lorsque l'indemnité de congé est à charge du pouvoir organisateur, elle comprend non seulement la rémunération en cours, mais aussi les avantages acquis en vertu du contrat.

Section II. — fins de contrat des membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de recrutement

Article 110bis. Les contrats conclus avec les membres du personnel technique engagés à titre temporaire dans une fonction de recrutement prennent fin en tout ou en partie :

— d'office conformément à l'article 110ter;

— par consentement mutuel conformément à l'article 110quater;

— par démission conformément à l'article 110quinquies;

— par licenciement moyennant préavis conformément à l'article 110sexies;

— par licenciement sans préavis pour faute grave conformément à l'article 110septies.

Sous-section I^{re}. — Fin d'office des contrats

Article 110^{ter}. Un engagement temporaire dans une fonction de recrutement prend fin d'office pour l'ensemble ou pour une partie de la charge :

1° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel technique qui le remplace temporairement;

2° au moment où l'emploi du membre du personnel temporaire est attribué totalement ou partiellement à un autre membre du personnel :

a) par application de la réglementation sur la mise en disponibilité par défaut d'emploi et sur la réaffectation prévues au chapitre 6;

b) suite à une mutation ou à un changement d'affectation;

c) suite à un engagement à titre définitif;

d) par attribution de l'emploi devenu définitivement vacant à un membre du personnel technique prioritaire;

e) par application de l'article 40^{bis};

3° à partir de la date où la fonction exercée par le membre du personnel technique ne peut plus être subventionnée entièrement ou partiellement pour des raisons indépendantes du pouvoir organisateur;

4° au plus tard le dernier jour de l'exercice au cours duquel l'engagement a été fait;

5° à partir de la réception de l'avis définitif du service de santé administratif déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte ou le mettant à la pension définitive pour raisons de santé;

6° à la date prévue dans le contrat;

7° lorsque le membre du personnel technique cesse de répondre aux conditions suivantes :

a) être Belge ou ressortissant d'un Etat-membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable.

8° lorsque le membre du personnel technique, après une absence autorisée, néglige sans motif valable de reprendre son service et reste absent pendant une période ininterrompue de plus dix jours;

9° lorsque le membre du personnel technique abandonne sans motif valable son emploi et reste absent pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

10° lorsque le membre du personnel se trouve dans les cas où une application des lois pénales entraîne la cessation de fonctions;

11° lorsque le membre du personnel est dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement et l'empêche de remplir convenablement ses fonctions;

12° au moment de la mise à la pension pour limite d'âge;

13° à la date où il est constaté que le membre du personnel technique a été engagé sans respecter les règles statutaires;

14° à la date où le membre du personnel technique est engagé à titre définitif dans cet emploi;

15° lorsqu'aucun recours visé à l'article 23 n'a été introduit contre la notification de la constatation d'une incompatibilité ou lorsque l'incompatibilité est constatée par un jugement ou un arrêt définitif d'une juridiction du travail.

Sous-section II. — Fin des contrats par consentement mutuel

Article 110^{quater}. Le contrat conclu avec les membres du personnel peut prendre fin par le consentement mutuel des parties.

Dans ce cas, celui-ci est constaté par un écrit signé et daté par les deux parties. Cet écrit mentionne la date de la fin du contrat.

Sous-section III. — Fin des contrats par démission du membre du personnel

Article 110^{quinquies}. Un membre du personnel peut unilatéralement mettre fin au contrat moyennant préavis de huit jours.

Sous-section IV. — Fin des contrats moyennant licenciement avec préavis.

Article 110^{sexies}. § 1^{er}. Sauf s'il est engagé par le pouvoir organisateur sur base de la priorité visée à l'article 30, § 1^{er}, au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel technique temporaire peut être licencié moyennant un préavis motivé de quinze jours.

Le membre du personnel technique est préalablement invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de licencier le membre du personnel technique doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par la réception d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de son audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel technique est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Le membre du personnel technique temporaire, mis en préavis, peut dans les dix jours de la notification du préavis, introduire un recours contre la décision de licenciement auprès de la chambre de recours.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La chambre de recours transmet son avis au pouvoir organisateur dans un délai de 45 jours maximum, à partir de la date de réception du recours.

La décision est prise par le pouvoir organisateur dans les 45 jours de la réception de l'avis de la chambre de recours.

Le membre du personnel est entendu par la chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres libres subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

§ 2 Si le membre du personnel technique temporaire est engagé dans un emploi par le pouvoir organisateur sur base de la priorité visée à l'article 30, § 1^{er}, au sein de ce pouvoir organisateur, la même procédure que celle prévue au § 1^{er} est appliquée moyennant un préavis de trois mois.

§ 3. La décision de licencier est notifiée par le pouvoir organisateur au membre du personnel technique.

A peine de nullité, la notification est faite soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste portant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit son expédition.

A peine de nullité, la notification doit mentionner la date à partir de laquelle le préavis débute et la durée de celui-ci.

En cas de licenciement, le membre du personnel technique engagé à titre temporaire perd la priorité acquise auprès du pouvoir organisateur concerné. Il la recouvre néanmoins s'il est engagé à nouveau par ce pouvoir organisateur.

Sous-section V. — Fin des contrats moyennant licenciement sans préavis pour faute grave

Article 110septies. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel technique engagé à titre temporaire, sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, toute faute qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le pouvoir organisateur.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles d'être constitutifs de la faute grave, le pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation.

§ 3. Si, après l'audition, le pouvoir organisateur estime qu'il y a assez d'éléments constitutifs de la faute grave, il peut procéder dans les trois jours qui suivent l'audition au licenciement. Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits allégués. Il est notifié à l'autre partie soit par un exploit d'huissier de justice, soit par une lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.

Section III. — Fin des contrats des membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de promotion

Article 110octies. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de promotion prennent fin :

- d'office conformément à l'article 110ter, à l'exception du 4°;
- par consentement mutuel conformément à l'article 110quater;
- par démission conformément à l'article 110quinquies;
- par licenciement moyennant préavis conformément à l'article 110sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er};
- par licenciement sans préavis pour faute grave conformément à l'article 110septies.;

Section IV. — Fin des contrats des membres du personnel engagés à titre définitif.

Sous-section I^{re}. — Fin d'office des contrats

Article 110nonies. § 1^{er}. Les contrats conclus avec les membres du personnel technique engagés à titre définitif prennent fin d'office :

1° lorsque ceux-ci cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être Belge ou ressortissant d'un Etat-membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) satisfaire aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable.

2° lorsque ceux-ci, après une absence autorisée, négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

3° lorsque ceux-ci abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° lorsque ceux-ci se trouvent dans les cas où l'application des lois pénales entraînent la cessation des fonctions;

5° lorsque ceux-ci sont dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue, conformément à la loi ou au règlement, qui les empêche de remplir convenablement leurs fonctions;

6° lorsque ceux-ci refusent, sans motif valable, après avoir été rappelés en activité de service d'occuper dans les dix jours l'emploi attribué par le pouvoir organisateur;

7° par un engagement à titre définitif dans une autre fonction;

8° par la mise à la retraite pour limite d'âge ou pour inaptitude physique définitive;

9° par le licenciement pour faute grave;

10° par démission volontaire;

11° lorsqu'aucun recours n'a été introduit contre la notification de la constatation d'une incompatibilité ou lorsque l'incompatibilité est constatée par un jugement ou un arrêt définitif d'une juridiction du travail. Dans ce cas, le contrat prend fin effectivement dans les dix jours de la notification au membre du personnel de la décision définitive. Le membre du personnel technique garde les droits acquis liés à sa situation régulière précédente;

12° à partir du moment où leur engagement à titre définitif, qui s'est avéré irrégulier, est annulé, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du pouvoir organisateur. Dans ce cas, le membre du personnel garde les droits acquis liés à sa situation régulière précédente.

Sous-section II. — Fin des contrats par consentement mutuel

Article 110*decies*. Le contrat conclu avec les membres du personnel technique engagés à titre définitif peut prendre fin par le consentement mutuel des parties.

Dans ce cas, celui-ci est constaté par un écrit qui mentionne la date à laquelle le pouvoir organisateur et le membre du personnel ont déclaré leur consentement.

Sous-section III. — Fin des contrats par démission du membre du personnel

Article 110*undecies*. Un membre du personnel technique peut unilatéralement mettre fin au contrat moyennant un préavis de quinze jours.

Le préavis est notifié au pouvoir organisateur par lettre recommandée, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition. »

Art. 66. Les articles 34 à 38 du même décret sont abrogés.

Art. 67. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} septembre 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 juillet 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-D. SIMONET

Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 106-1. — Rapport, n° 106-2. — Erratum, n° 106-3. — Amendements de séance, n° 106-4

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 7 juillet 2010.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3100

[C – 2010/29462]

8 JULI 2010. — **Decreet houdende verschillende wijzigingen aan de statuten van de leden van het technisch personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra** (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen die voor alle netten gemeenschappelijk zijn*

Artikel 1. In artikel 2, § 1, van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen door het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986, door het decreet van 3 maart 2004 en gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt een nieuw punt 7° ingevoegd. Het luidt als volgt :

« 7° Het begrip betrekking dekt :

a) de voltijdse opdracht (volledige prestatie) : 36 u./week

b) de halftijdse opdracht : 18 u./week.

Een betrekking van directeur is uitsluitend een voltijdse betrekking (36 u./week).

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd*

Art. 2. In artikel 14, punt 9°, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen door het decreet van 31 januari 2002, worden de woorden « niet afgedankt zijn, afgezet zijn of bij tuchtmaatregel afgedankt zijn gedurende of op het einde van de stage bedoeld bij dit hoofdstuk » ingevoegd tussen de woorden « niet op disciplinaire non-activiteit geplaast » en de woorden « door de Franse Gemeenschap ».

Art. 3. In artikel 20, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ieder personeelslid dat gedurende de stage wordt afgedankt, verliest, voor het ambt dat het op het ogenblik van zijn afdanking uitoefende, het voordeel van de ingediende kandidaturen alsook van het aantal dagen die vóór zijn afdanking werden gepresteerd. »

Art. 4. In artikel 21 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, wordt een 5e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het in artikel 20, § 2, 1. bedoelde tijdelijk aangesteld personeelslid dat zijn taak op voldoende wijze heeft vervuld, wordt, behalve andersluidend verzoek van hem, opnieuw aangesteld in het centrum waarin het in het vorige boekjaar aangesteld was. De voorrang die het geniet, kan niet worden tegengeworpen aan de voorrang voor de aanstelling van een beter gerangschikte kandidaat. »

Art. 5. In het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 21bis. § 1. Binnen een centrum, bij vermindering van de prestaties die in een bepaald ambt beschikbaar zijn, wordt geheel of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van een lid van het technisch personeel volgens de volgende volgorde :

- 1° de niet gerangschikte tijdelijk aangestelde personeelsleden;
- 2° de tijdelijk aangestelde personeelsleden die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 20, § 2, 2.;
- 3° de tijdelijk aangestelde personeelsleden die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 20, § 22, 1. in de omgekeerde volgorde van de rangschikking;
- 4° de leden van het technisch personeel die in vast verband benoemd zijn, voor de prestaties die hun bij wijze van aanvullende prestatie worden toegekend;
- 5° de stagiairs, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking;
- 6° de leden van het technisch personeel die in vast verband benoemd zijn, voor de prestaties die hun bij wijze van aanvullende opdracht worden toegekend;
- 7° de leden van het technisch personeel die voorlopig in actieve dienst terug worden geroepen;
- 8° de leden van het technisch personeel die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat ze uitoefenen en bij aanvullende wijze in het centrum worden aangesteld;
- 9° de leden van het technisch personeel die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat ze uitoefenen en in het centrum aangesteld of in hoofdorde aangesteld zijn.

Een personeelslid dat in vast verband benoemd is en in gedeeltelijk opdrachtverlies gesteld is, kan een aanvullende bevoegdheid krijgen in het ambt van een ander in vast verband benoemd personeelslid, dat van de dienst tijdelijk verwijderd wordt en vervangen wordt door een personeelslid bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4° en 6°.

Een in vast verband benoemd personeelslid kan in actieve dienst terug worden geroepen in het centrum waar het zijn betrekking heeft verloren, in de betrekking van een ander in vast verband benoemd personeelslid, dat van de dienst tijdelijk verwijderd wordt en vervangen wordt door een personeelslid bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4° en 6°, voor zover de duur van de voorlopige terugroeping in actieve dienst ten minste vijftien weken is ».

Art. 6. In artikel 26, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, worden de woorden « na de reffectaties en mutaties van dat jaar » vervangen door de woorden « na de reffectaties, opdrachtaanvullingen, mutaties en benoemingsuitbreidingen van dat jaar ».

Art. 7. In artikel 27 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, wordt punt 6° afgeschaft en wordt punt 10° aangevuld met de woorden « of niet afgedankt, afgezet of afgedankt bij tuchtmaatregel gedurende of op het einde van een stage gedurende een vorig dienstjaar ».

Art. 8. In artikel 36 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, worden de woorden « de stage kan slechts met maximum één jaar worden verlengd op gemotiveerd en eensluidend voorstel, afzonderlijk uitgebracht door de directeur van het centrum en door de bevoegde inspecteur » vervangen door de woorden « de stage kan met hoogstens één jaar worden verlengd op gemotiveerd voorstel van de directeur van het centrum ».

Art. 9. In artikel 37 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, worden de woorden « op gemotiveerd en eensluidend voorstel, afzonderlijk uitgebracht door de directeur van het centrum en door de bevoegde inspecteur » vervangen door de woorden « op gemotiveerd voorstel van de directeur van het centrum ».

Art. 10. Artikel 38 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt afgeschaft.

Art. 11. In artikel 44, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, wordt het cijfer « 38 » afgeschaft.

Art. 12. In hoofdstuk III van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling 4.* — Prestatie-aanvullingen en benoemingsuitbreidingen

Artikel 45bis. Op zijn verzoek kan een technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties een prestatie-aanvulling krijgen in het centrum waar het geaffecteerd is en/of in één of verschillende andere centra, voor zover die aanvulling niet noodzakelijk is om de opdracht van een stagiair of van een technisch personeelslid aan te vullen, dat :

- voorlopig in actieve dienst teruggeroepen wordt;
- voor de prestaties die hem bij wijze van opdrachtaanvulling worden toegekend;
- een mutatie geniet;
- in hoofdorde of in aanvullende orde in het centrum geaffecteerd is.

Op zijn verzoek behoudt het technisch personeelslid dat een prestatie-aanvulling heeft gekregen, die aanvulling, zolang de in het vorige lid bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

De aanvragen bedoeld in het eerste lid en in het tweede lid moeten worden ingediend in de loop van de maand april bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De toekenning van een prestatie-aanvulling heeft ten vroegste met ingang van 1 september van het volgende dienstjaar uitwerking.

Onder prestatie-aanvulling in de zin van dit artikel, dient de toekenning voor een onbepaalde duur te worden verstaan, met als uiterste datum de laatste dag van het dienstjaar, aan een technisch personeelslid dat in vast verband wordt benoemd in een ambt met onvolledige prestaties :

1° in het centrum waar het geaffecteerd is, van een deel van een tijdelijk vacante opdracht, ressorterend onder het ambt waarin het in vast verband benoemd is;

2° in één of verschillende andere centra, van een deel van een tijdelijk of definitief vacante opdracht, ressorterend onder het ambt waarin het in vast verband benoemd is ».

Artikel 45ter. Op zijn verzoek kan een technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties van de Regering de uitbreiding krijgen van zijn benoeming in vast verband in een tweede definitief vacante betrekking in een ander centrum, voor zover die betrekking :

1° ressorteert onder het ambt waarin het technisch personeelslid in vast verband benoemd is;

2° niet bezet wordt door een technisch personeelslid bij wijze van opdrachtaanvulling, door een technisch personeelslid dat voorlopig in actieve dienst teruggestuurd wordt in een ander ambt dan dat waarin het in vast verband benoemd is en waarvoor het het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, door een technisch personeelslid dat in actieve dienst teruggestuurd wordt voor een onbepaalde duur in een ander ambt dan dat waarin het in vast verband benoemd is of door een technisch personeelslid dat tot de stage is toegelaten.

Het technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties dat een uitbreiding van zijn benoeming in vast verband in een ander centrum wenst te krijgen, dient, bij een aangetekend schrijven, een aanvraag bij de Regering in de loop van de maand maart in. De aanvraag vermeldt het centrum of de centra waar het personeelslid de uitbreiding van zijn benoeming wenst te krijgen. De lijst van die keuzen moet worden vastgesteld in de volgorde van de voorkeur tussen de vermelde centra, waarbij de eerste de eerste keuze is.

De uitbreiding van de benoeming in vast verband begint de eerste dag van het volgende dienstjaar, op voorwaarde dat :

1° het technisch personeelslid op die datum geen opdracht met volledige prestaties kan genieten in het centrum waar het in hoofdorde geaffecteerd is;

2° het technisch personeelslid niet ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking in zijn centrum, zonder in aanvullende orde in één of verschillende andere centra geaffecteerd te zijn.

Voor elk van de toe te kennen onvolledige opdrachten, worden de technische personeelsleden die een aanvraag om benoemingsuitbreiding regelmatig hebben ingediend en die aan de vereiste voorwaarden voldoen, gerangschikt volgens de dienstanciënniteit in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, verworven op 1 september van het lopende dienstjaar.

Bij gelijke dienstanciënniteit, wordt voorrang verleend aan het technisch personeelslid dat op de voormelde datum de grootste ambtsanciënniteit telt in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt voorrang verleend aan het oudste technisch personeelslid.

Art. 45quater. Een technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt met volledige prestaties wordt in één enkel centrum geaffecteerd.

Een technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties wordt in hoofdorde in één enkel centrum geaffecteerd en, als het de uitbreiding in vast verband bedoeld in artikel 45ter geniet, in aanvullende orde geaffecteerd in het centrum waar het die uitbreiding geniet.

Geen technisch personeelslid kan zijn affectatie in aanvullende orde behouden in een ander centrum zodra een ambt met volledige prestaties hem in vast verband kan worden toegekend in het centrum waar het in hoofdorde geaffecteerd is.

Een technisch personeelslid kan, op zijn verzoek, van zijn affectatie in hoofdorde afzien zodra een ambt met volledige prestaties hem in vast verband kan worden toegekend in het centrum waar het in aanvullende orde wordt geaffecteerd.

Artikel 45quinquies. Het technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt met volledige prestaties kan dat ambt niet cumuleren met een ander ambt, met volledige of onvolledige prestaties, dat hij op grond van een vroegere benoeming uitoefende. »

Art. 13. In artikel 96 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, worden de punten 4° en 5° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° toekenningsaanvulling : toekenning, in het centrum waar het geaffecteerd is, van één of meer tijdelijk vacante opdrachtdelen, ressorterend onder het ambt waarin het in vast verband benoemd is, ter compensatie van het opdrachtdeel waarvoor het in gedeeltelijk opdrachtverlies verklaard wordt.

5° opdrachtaanvulling : toekenning, in één of meer andere centra, aan een technisch personeelslid dat zich in een gedeeltelijk opdrachtverlies bevindt, van één of meer tijdelijk of definitief vacante opdrachtdelen van het ambt waarin het in vast verband benoemd is, ter compensatie van het opdrachtdeel waarvoor het in gedeeltelijk opdrachtverlies verklaard is. »

Art. 14. Artikel 100 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt vervangen door een artikel 100, luidend als volgt :

« Artikel 100. § 1. De reffectatiecommissie komt elk jaar in de loop van de maand november bijeen. Ze kan bijkomende vergaderingen bijeenroepen op initiatief van de voorzitter.

De commissie stelt de reffectatie van de technische personeelsleden voor in de betrekkingen die op 1 september van het lopende dienstjaar definitief vacant zijn; ze brengt ook advies uit inzake opdrachtaanvullingen.

Ze zendt haar voorstellen aan de Regering over, die erover beslist. Indien het technisch personeelslid in actieve dienst teruggestuurd is in een betrekking die ten minste drie vierde van de opdracht waarvoor het bezoldigd wordt, telt, treedt het in dienst waar het gereffecteerd wordt pas op 1 september van het volgende dienstjaar.

§ 2. Elk jaar, in de loop van de maand november, onderzoekt de reffectatiecommissie de reffectatie en stelt ze de reffectatie voor van de technische personeelsleden die bij ontstentenis van betrekking op 1 september van het lopende dienstjaar ter beschikking gesteld zijn, in de betrekkingen die vacant kunnen worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 15. In artikel 102 van het voormelde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « of in gedeeltelijk opdrachtverlies gesteld zijn » ingevoegd tussen de woorden « bij ontstentenis van betrekking » en « in de centra »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « of bij opdrachtaanvulling » zullen worden ingevoegd tussen de woorden « via reffectatie » en de woorden « zullen kunnen worden toegekend »;

3° in het derde lid worden de woorden « of een aanvraag om opdrachtaanvulling » ingevoegd tussen de woorden « een reffectatieaanvraag » en de woorden « in te dienen ».

Art. 16. In het opschrift van hoofdstuk IX van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, tussen de woorden « tijdelijk terugroepen in actieve dienst » en de woorden « en mutatie », worden de woorden « toekenningsaanvulling, opdrachtaanvulling » ingevoegd.

Art. 17. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk IX van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, wordt aangevuld met de woorden « toekenningsaanvulling en opdrachtaanvulling ».

Art. 18. In artikel 106 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, na de woorden « die hem tijdelijk kan terugroepen in actieve dienst » worden de woorden « en hem een opdrachtaanvulling of een toekenningsaanvulling kan verlenen ».

Art. 19. In de afdelingen 3 en 4 van hoofdstuk IX van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt een afdeling *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling 3bis.* — Opdrachtaanvulling en toekenningsaanvulling

Art. 108*bis*. § 1. Het in vast verband benoemd technisch personeelslid dat in gedeeltelijk opdrachtverlies is, blijft ter beschikking van de Regering, die, op eigen initiatief of op de voordracht van de reffectatiecommissie, hem een opdrachtaanvulling kan verlenen :

1° eerst, vóór elke tijdelijke aanstelling of elke toelating tot de stage;

2° vervolgens, in de door tijdelijke personeelsleden beklede betrekkingen.

Op eigen aanvraag behoudt een in vast verband benoemd technisch personeelslid dat zich in gedeeltelijk opdrachtverlies bevindt en een opdrachtaanvulling in één of meer centra heeft bekomen, die opdrachtaanvulling, zolang :

1° hem geen volledige opdracht wordt toegekend in het centrum waar het zijn hoofdamt uitoefent;

2° die aanvulling niet noodzakelijk is om de opdracht aan te vullen van een in vast verband benoemd technisch personeelslid dat in dit centrum aangesteld is of daar voorlopig in actieve dienst terug wordt geroepen of daar gereffecteerd is ».

§ 2. Het in vast verband benoemd technisch personeelslid dat zich in gedeeltelijk opdrachtverlies bevindt, blijft ter beschikking van de Regering, die hem, op eigen initiatief, een toekenningsaanvulling kan verlenen :

1° eerst, vóór elke tijdelijke aanstelling;

2° vervolgens, in de door tijdelijk aangestelde personeelsleden beklede betrekkingen. »

Art. 20. In artikel 169, § 1, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Onder de door de Regering bepaalde voorwaarden » worden geschrapt;

b) de punten « 17. » en « 18. » worden toegevoegd, luidend als volgt :

« 17. om een ander ambt in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra voorlopig uit te oefenen;

18. voor sportactiviteiten, het afstaan van organen of weefsels ».

Art. 21. In artikel 170 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, worden de punten « 5 » en « 6 » geschrapt en wordt een punt 9 toegevoegd, luidend als volgt :

« 9. voor onderbreking van de beroepsloopbaan om palliatieve zorg te verlenen, om een lid van het gezin of van de familie dat zwaar ziek is bij te staan of hem zorg te verlenen, naar aanleiding van de geboorte of de adoptie van een kind in het kader van het ouderschapsverlof. »

Art. 22. Artikel 175 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt aangevuld als volgt :

« behoudens tuchtvervolging of toepassing van artikel 10*ter*, § 7, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 23. Het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 4 van hoofdstuk XI van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt aangevuld met de woorden « en gedeeltelijk opdrachtverlies ».

Art. 24. Artikel 183 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979 wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt vervangen door een paragraaf, luidend als volgt :

« § 1. In gedeeltelijk opdrachtverlies wordt gesteld, het personeelslid dat voor een volledige opdracht in vast verband benoemd is en in een centrum aangesteld is of een hoofdamt voor een halve opdracht in een centrum en een aanvullend ambt in een ander centrum voor een andere halve opdracht uitoefent, dat een halve opdracht verliest.

Ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking wordt gesteld, het in vast verband benoemd technisch personeelslid, dat in een centrum aangesteld is of een hoofdamt in een centrum voor een halve opdracht en een aanvullende opdracht in een ander centrum voor een andere halve opdracht uitoefent, dat zijn opdracht of zijn beide opdrachten verliest.

De terbeschikkingstelling en het gedeeltelijk opdrachtverlies hebben uitwerking met ingang van 1 september. »;

2° in § 3 worden de woorden « Ze kunnen door de Minister voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden in een tijdelijk of definitief vacante betrekking » vervangen door de woorden « Ze kunnen door de Regering voorlopig in actieve dienst worden teruggeroepen, een toekenningsaanvulling of een opdrachtaanvulling toegewezen krijgen in een tijdelijk of definitief vacante betrekking of in tijdelijk of definitief vacante betrekkingen. »;

3° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Er wordt van ambtswege een einde gemaakt aan de affectatie in aanvullende orde van een technisch personeelslid in een centrum waar het zijn gehele opdracht verliest die hem toegekend was, als dat verlies wordt gecompenseerd door een overeenstemmende verhoging van zijn opdracht in het centrum waar het zijn hoofdopdracht uitoefent.

In gedeeltelijk opdrachtverlies kan niet worden gesteld, het technisch personeelslid dat een overeenstemmende opdracht toegewezen krijgt in het centrum waar het zijn hoofdopdracht of zijn aanvullende opdracht uitoefent, en geaffecteerd is in het centrum waar het een volledige opdracht heeft ».

Art. 25. In artikel 183*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, tussen de woorden « wordt pas ter beschikking gesteld » en « bij ontstentenis van betrekking », worden de woorden « of in gedeeltelijk opdrachtverlies gesteld ».

Art. 26. In artikel 183 ter van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. In de zin van dit artikel, onder terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking » dient eveneens te worden verstaan « gedeeltelijk opdrachtverlies. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra*

Art. 27. Artikel 23, § 1, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, zoals aangevuld door het decreet van 13 december 2007, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Binnen een zelfde inrichtende macht, voor elk ambt, worden ook in de rangschikking opgenomen, de deeltijdse tijdelijke of vastbenoemde technische personeelsleden, op voorwaarde dat deze dit, op straffe van uitsluiting, bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de inrichtende macht vóór 31 mei hebben aangevraagd. Er wordt geen rekening gehouden met het feit dat het personeelslid al dan niet in de inrichtende macht in dienst is op het ogenblik waarop de rangschikking vastgelegd is. »

Art. 28. In artikel 30 van hetzelfde decreet wordt een nieuw punt 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° behalve als zij de betrekking reeds heeft toegewezen via een opdrachuitbreiding overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 31*bis*. »

Art. 29. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een artikel 31*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31*bis*. De inrichtende macht die een vacante betrekking wil toekennen, vult, met inachtneming van artikel 23, en in afwijking van artikel 33, de opdracht van een lid van zijn personeel dat in een opdracht met onvolledige prestaties in vast verband benoemd is aan met een uitbreiding van zijn vaste benoeming in hetzelfde ambt. De uitbreiding heeft uitwerking met ingang van onverschillig welke datum. Ze kan alleen worden toegekend zover het personeelslid voldoet aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 32, met uitzondering van 10° en 12°. »

Art. 30. In artikel 32, § 1, van hetzelfde decreet wordt punt 6 afgeschaft.

Art. 31. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 1, worden de woorden « in vast verband » geschrapt;

b) punt 2 wordt vervangen als volgt :

« 2° titularis zijn, vóór die aanwerving, van een ambt met minstens een halve opdracht, in een centrum dat afhangt van de inrichtende macht. »

Art. 32. In artikel 53 van hetzelfde decreet wordt punt 1 vervangen door de volgende bepaling :

« 1° terbeschikkingstelling :

a) terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking ten gevolge van de volledige afschaffing van een voltijdse of halftijdse betrekking. Het ambt waarin de betrekking wordt afgeschaft wordt bepaald op basis van de omgekeerde volgorde van de opvolging van de ambten zoals vastgesteld door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 3;

b) het stellen in gedeeltelijk opdrachtverlies ten gevolge van een halftijdse betrekking, uitgeoefend door een personeelslid dat titularis is van een voltijdse betrekking. Wanneer het woord « terbeschikkingstelling » zonder nadere bepaling wordt gebruikt, heeft het op beide voormelde toestanden betrekking. »

Art. 33. In artikel 59, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « of in gedeeltelijk opdrachtverlies verklaard » ingevoegd tussen de woorden « bij ontstentenis van betrekking » en « onder de technische personeelsleden ».

Art. 34. In artikel 60, § 4, van hetzelfde decreet worden de woorden « of in gedeeltelijk opdrachtverlies heeft verklaard » ingevoegd tussen de woorden « ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking, » en « moet de inrichtende macht ».

Art. 35. In artikel 64, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « bij gedeeltelijk opdrachtverlies » ingevoegd tussen de woorden « bij ontstentenis van betrekking » en de woorden « krijgen, op hun verzoek ».

Art. 36. In artikel 67, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid, worden de woorden « die minstens rang 12 heeft » door de woorden « die minstens rang 10 heeft » vervangen;

2° in het vierde lid worden de woorden « een ambtenaar van het Ministerie, aangesteld door de Regering » vervangen door de woorden « de Diensten van de Regering »;

3° in het vijfde lid, wordt het woord « secretaris » vervangen door het woord « secretariaat ».

Art. 37. Artikel 99, 10°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw letter *f*), luidend als volgt :

« *f*) door de toepassing van artikel 31*bis*; ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra*

Art. 38. In artikel 1, eerste lid, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een § 1 gevoegd, die het eerste lid, met inbegrip van de punten 1° tot 3°, overneemt;

b) in punt 1° worden de woorden « met uitzondering van deze personeelsleden die geen weddetoelage krijgen ten laste van de Franse Gemeenschap, behoudens de vermeldingen in artikelen 33, § 2, en 43, § 2 » geschrapt;

c) punt 2° wordt vervangen door wat volgt :

« de niet-statutaire personeelsleden zoals bepaald in artikel 1, § 3, 10°, voor de bepalingen van de artikelen 27, 29, 30, 31 en 33 »;

d) punt 3° wordt vervangen door wat volgt :

« de inrichtende machten van die centra »;

e) er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van § 1, is dit decreet niet van toepassing op :

De personeelsleden die geen weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap, behalve voor wat in de artikelen 33, § 2, en 43, § 2, vermeld staat »;

f) er wordt een § 3 ingevoegd, die het tweede lid, met inbegrip van de punten 1° tot 10°, en het derde lid, overneemt;

g) er wordt een nieuw punt 8, luidend als volgt, ingevoegd (het vroegere punt 8 en de punten 9 en 10 worden de punten 9, 10 en 11) :

« 8° de motivatie bestaat in de vermelding, in de akte, van de overwegingen in rechte en in feite die de beslissing ten grondslag liggen. Ze moet passend zijn »;

h) binnen de nieuwe § 3 worden de volgende punten ingevoegd, luidend als volgt :

« 12° affectatiewijziging », de overgang van een centrum naar een ander centrum of van een personeelsformatie naar een andere personeelsformatie die tot dezelfde inrichtende macht behoort, om er in vast verband hetzelfde ambt uit te oefenen als het ambt dat het in vast verband uitoefende in het centrum van afkomst, overeenkomstig de artikelen 40, § 2, en 45.

13° « mutatie », de overgang van een gesubsidieerd centrum naar een ander centrum dat behoort tot een andere gesubsidieerde inrichtende macht, om er in vast verband hetzelfde ambt uit te oefenen als het ambt dat het in vast verband uitoefende bij de inrichtende macht van afkomst, overeenkomstig de artikelen 40, § 1, en 45.

14° « ambtswijziging » de uitoefening van een ander ambt dan dat waarvoor het personeelslid in vast verband aangeworven is ».

Art. 39. In artikel 9 van hetzelfde decreet, wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° de personeelsleden waardig en hoffelijk te behandelen. De personeelsleden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden mogen geen verbaal of non-verbaal gedrag hebben die deze waardigheid zou kunnen aantasten. Ze mogen geen herhaaldelijk ongewenst gedrag hebben. »

Art. 40. In de afdeling 2 « Plichten van de leden van het technisch personeel » van hetzelfde decreet, wordt een artikel 11*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 11*bis*. Deze afdeling is van toepassing op de tijdelijk aangestelde technische personeelsleden en op de vastbenoemde technische personeelsleden ».

Art. 41. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) tussen het eerste lid en het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de volgende leden ingevoegd :

« De personeelsleden voeren hun werk zorgvuldig, eerlijk en nauwgezet uit op de plaats, in de tijd en in de voorwaarden die overeengekomen zijn.

De personeelsleden handelen overeenkomstig de bevelen en onderrichtingen die hun worden gegeven door de leden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden ter uitvoering van de overeenkomst. »;

b) tussen het vroegere tweede lid (dat een nieuw vierde lid wordt) en het vroegere derde lid (dat een nieuw zevende lid wordt) worden de volgende leden ingevoegd :

« De personeelsleden vermijden alles wat hun eigen veiligheid, die van hun collega's, van de leden van de inrichtende macht of hun afgevaardigden, de consultants of derden in het gedrang zou kunnen brengen.

De personeelsleden geven de inrichtende machten de werkinstrumenten die hun werden toevertrouwd in goede staat terug. ».

Art. 42. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De inrichtende macht die vaststelt dat een technisch personeelslid voortdurend een bezigheid uitoefent die, in de zin van artikel 21, onverenigbaar is met zijn hoedanigheid van technisch personeelslid van een psycho-medisch sociaal centrum, deelt hem dit mee bij een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan. »

Art. 43. In hoofdstuk II van dit decreet wordt een afdeling 5, met het opschrift « Beroepsdossier », ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling 5. — Beroepsdossier* »

Artikel 24*bis*. Het beroepsdossier omvat het administratief dossier en, in voorkomend geval, het tuchtdossier. De inrichtende macht of haar afgevaardigde legt het personeelslid voor visum elk in zijn dossier opgenomen stuk ter ondertekening voor.

Elke tuchtprocedure kan alleen op stukken worden gestaafd die tot het tuchtdossier behoren.

Het administratief dossier omvat uitsluitend de documenten betreffende het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeelslid. Die documenten hebben betrekking op, enerzijds, de verhouding tussen de inrichtende macht en de subsidiërende macht, en, anderzijds, de verhouding tussen de inrichtende macht en het personeelslid.

De Regering keurt de door de bevoegde centrale paritaire commissie nader te bepalen regels goed voor het samenstellen van het dossier en voor de toegang ertoe. »

Art. 44. In artikel 29 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Punt 3° wordt gewijzigd als volgt :

« 3° voor elk centrum, het (de) uit te oefenen ambt(en) alsook de kenmerken en de omvang van de opdracht »;

b) Punt 4° wordt aangevuld als volgt :

« 4° het (de) centrum(tra) waarnaar het wordt geaffecteerd; ».

Art. 45. In artikel 30 van hetzelfde decreet wordt een nieuw paragraaf 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2*bis*. Binnen dezelfde inrichtende macht, voor elk ambt, worden ook in de rangschikking opgenomen, de deeltijdse tijdelijke of vastbenoemde technische personeelsleden, op voorwaarde, voor deze laatste, dat zij dit op straffe van uitsluiting bij aangetekende brief of tegen ontvangst van bewijs vóór 31 mei aan de inrichtende macht hebben aangevraagd. Er wordt geen rekening gehouden met het feit dat het personeelslid in de inrichtende macht al dan niet in dienst is op het ogenblik waarop de rangschikking wordt vastgesteld. »

Art. 46. In artikel 33, § 1, punt 10° van hetzelfde decreet, worden, in de Franse tekst, de woorden « visé à l'article 31 » vervangen door de woorden « visé à l'article 32 ».

Art. 47. In artikel 39 van hetzelfde decreet wordt een punt 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° als zij deze betrekking reeds heeft toegewezen via de opdrachtuitbreiding, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 40*bis*. ».

Art. 48. In artikel 40 van hetzelfde decreet, wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Naar aanleiding van de samenvoeging, herstructurering, overneming of oprichting van centra, wordt het in vast verband aangeworven technisch personeelslid dat krachtens de bepalingen betreffende de terbeschikkingstelling en de reaffectaties, een vacante betrekking toegewezen krijgt bij de inrichtende macht die het opnieuw heeft aangeworven, onmiddellijk in die betrekking in vast verband aangeworven, wat de datum ervan ook is. »

Art. 49. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt een artikel 40*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 40*bis*. De inrichtende macht die een vacante betrekking wil toekennen, vult, met inachtneming van artikel 30, in afwijking van artikel 44, de opdracht aan van een lid van zijn personeel dat in een opdracht met onvolledige prestaties in vast verband benoemd is, met een uitbreiding van zijn aanwerving in vast verband in hetzelfde ambt.

De uitbreiding heeft uitwerking ongeacht de datum. Ze kan alleen worden toegekend voor zover het personeelslid voldoet aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 43, met uitzondering van 10° en 12°. »

Art. 50. In artikel 43, § 1, van hetzelfde decreet wordt punt 6 afgeschaft.

Art. 51. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden het eerste tot zesde lid vervangen door de volgende leden :

« Elk jaar, tussen 1 en 15 mei, doet de inrichtende macht een oproep tot kandidaten voor de aanwerving in vast verband. De verplichting in vast verband aan te werven geldt alleen voor de technische personeelsleden die zich kandidaat stellen.

De toe te kennen definitief vacante betrekkingen worden vastgesteld op grond van de toestand op 15 april die voorafgaat aan de oproep tot kandidaten, met inbegrip van de betrekkingen die definitief vacant zijn geworden met toepassing van artikel 40 van dit decreet. Het bericht, dat melding maakt van het aantal aangeboden betrekkingen, het toe te kennen ambt of de toe te kennen ambten, de voorwaarden die vereist zijn van de kandidaten, alsook van de vorm waarin en de termijn binnen welke de kandidaturen moeten worden ingediend, wordt, tegen ontvangstbewijs, meegedeeld aan alle technische personeelsleden, ongeacht of ze prioritair tijdelijk in de zin van artikel 30, § 1, of in vast verband benoemd zijn.

De wervingen in vast verband worden elk jaar op 1 oktober uitgevoerd, alleen in de betrekkingen bedoeld in het vorige lid die op die datum nog vacant zijn. »

Art. 52. In artikel 48 van hetzelfde decreet, wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Wanneer de inrichtende macht een einde heeft gemaakt aan de diensten van een personeelslid met toepassing van de artikelen 110*sexies*, 110*septies* en 110*nonies*, kan dat personeelslid geen anciënniteit meer laten gelden in het (de) uitgeoefende ambt(en) of waarvoor het houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, bij die inrichtende macht, behalve als deze het ontslagen personeelslid in dat ambt (die ambten) opnieuw aanwerft. »

Art. 53. In artikel 54 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 1, worden de woorden « in vast verband » geschrapt;

b) punt 2 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« 2° vóór die aanwerving, in vast verband titularis zijn van een ambt dat ten minste een halve opdracht bevat, in een centrum dat tot de inrichtende macht behoort; ».

Art. 54. In artikel 56, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « het lid daaruit niet ontheven heeft » vervangen door de woorden « niet uit dat bevorderingsambt heeft ontheven, overeenkomstig artikel 110*sexies*, eerste tot vierde lid. ».

Art. 55. In artikel 57, § 1, tweede lid, en § 2, derde lid, wordt het woord « ontheven » vervangen door de woorden « ontslagen overeenkomstig artikel 110*sexies*, § 1, eerste tot vierde lid ».

Art. 56. In artikel 65 van hetzelfde decreet, wordt punt 1 vervangen door de volgende bepaling :

« 1° terbeschikkingstelling :

a) terbeschikkingstelling wegens totale ontstentenis van betrekking ten gevolge van de volledige afschaffing van een voltijdse of halftijdse betrekking. Het ambt waarin de betrekking wordt afgeschaft wordt bepaald op basis van de omgekeerde volgorde van de opvolging van de ambten zoals vastgesteld door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 7;

b) het stellen in gedeeltelijk opdrachtverlies ten gevolge van een halftijdse betrekking, uitgeoefend door een personeelslid dat titularis is van een voltijdse betrekking.

Wanneer het woord « terbeschikkingstelling » zonder nadere bepaling wordt gebruikt, heeft het op beide voormelde toestanden betrekking ».

Art. 57. In artikel 70, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « of in gedeeltelijk opdrachtverlies verklaard » ingevoegd tussen de woorden « bij ontstentenis van betrekking, » en « onder de leden van het technisch personeel »

Art. 58. In artikel 71, § 4, worden de woorden « of in gedeeltelijk opdrachtverlies verklaard » ingevoegd tussen de woorden « bij ontstentenis van betrekking » en « moet de inrichtende macht ».

Art. 59. In paragraaf 1 van artikel 75 van hetzelfde decreet, worden de woorden « of bij gedeeltelijk opdrachtverlies » ingevoegd tussen de woorden »bij ontstentenis van betrekking » en de woorden « krijgen, op hun verzoek ».

Art. 60. In artikel 76, § 3, derde lid, worden de woorden « artikel 110, 5° » vervangen door de woorden « 110*nonies*, 6° ».

Art. 61. In artikel 78, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het derde lid worden de woorden « die minstens rang 12 hebben » vervangen door « die minstens rang 10 hebben »;

b) het vierde lid wordt vervangen als volgt : « Het secretariaat wordt door de Diensten van de Regering waargenomen ».

Art. 62. In artikel 79, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het derde lid, worden de woorden « minstens rang 12 hebben » vervangen door « minstens rang 10 hebben »;

b) het vierde en vijfde lid van hetzelfde artikel worden vervangen door de volgende bepaling :

« Het secretariaat wordt door de Diensten van de Regering waargenomen.

De voorzitter en het secretariaat hebben een raadgevende stem ».

Art. 63. In artikel 82, § 4, van hetzelfde decreet, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« De inrichtende macht geeft kennis van haar beslissing aan de raad van beroep en aan het technisch personeelslid, in voorkomend geval, samen met de redenen waarom het advies niet zou zijn gevolgd.

Indien de inrichtende macht zich niet binnen de vereiste termijn uitspreekt, wordt de beslissing geacht in overeenstemming met het advies te zijn. »

Art. 64. In artikel 99, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 109, 2°, b), of 5° » vervangen door de woorden « 110*ter*, 7°, b), of 9° ».

Art. 65. Hoofdstuk X, met als opschrift « Einde van de aanwerving », van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

« HOOFDSTUK XI. — Einde van de wervingsovereenkomsten

Afdeling I. — Algemeen

Artikel 109. Onder voorbehoud van een ontslag om een dringende reden van de technische personeelsleden die in tijdelijk verband worden aangeworven zoals bepaald in artikel 110*septies*, moet van de akte waarbij één van de partijen eenzijdig een einde maakt aan de overeenkomst, op straffe van nietigheid, aan de andere partij kennis worden gegeven ofwel bij een deurwaardersexploot, ofwel bij aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan, ofwel bij overhandiging van een geschrift.

In dit laatste geval, zet de andere partij haar handtekening op het tweede exemplaar van dat geschrift bij wijze van ontvangstbewijs.

Op straffe van nietigheid moet de kennisgeving de datum van het begin van de opzeggingstermijn en de duur ervan vermelden.

Art. 110. De partij die de overeenkomst opzegt zonder de opzeggingstermijn in acht te nemen is gehouden de andere partij een vergoeding te betalen die gelijk is aan het lopend loon dat overeenstemt hetzij met de duur van de opzeggingstermijn, hetzij met het resterende gedeelte van die termijn, onverminderd andere schade en intresten.

Wanneer de opzeggingsvergoeding ten laste van de inrichtende macht is, behelst ze niet alleen het lopende loon, maar ook de voordelen verworven krachtens de overeenkomst.

Afdeling II. — Einde van de overeenkomst van de personeelsleden die in een wervingsambt tijdelijk worden aangeworven

Artikel 110*bis*. De overeenkomsten die worden gesloten met de technische personeelsleden die in een wervingsambt tijdelijk worden aangeworven, nemen geheel of gedeeltelijk een einde :

- van ambtswege overeenkomstig artikel 110*ter*;
- bij onderling akkoord, overeenkomstig artikel 110*quater*;
- bij ontslag, overeenkomstig artikel 110*quinquies*;
- bij afdanking met inachtneming van een opzeggingstermijn, overeenkomstig artikel 110*sexies*;
- bij afdanking zonder inachtneming van een opzeggingstermijn om een dringende reden, overeenkomstig artikel 110*septies*.

Onderafdeling I. — Beëindiging van ambtswege van de overeenkomsten

Artikel 110*ter*. Een tijdelijke aanwerving in een wervingsambt neemt van ambtswege een einde voor het geheel of een deel van de opdracht :

- 1° wanneer de titularis van de betrekking of het technisch personeelslid dat hem vervangt, terugkeert;
- 2° wanneer de betrekking van het tijdelijk personeelslid geheel of gedeeltelijk aan een ander personeelslid wordt toegekend :
 - a) bij toepassing van de regeling over de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking en over de reffectatie bepaald in hoofdstuk 6;
 - b) als gevolg van een mutatie of een affectatiewijziging;
 - c) als gevolg van een werving in vast verband;
 - d) bij toekenning van de definitief vacant geworden betrekking aan een prioritair technisch personeelslid;
 - e) bij toepassing van artikel 40*bis*;
- 3° vanaf de datum waarop het door het technisch personeelslid uitgeoefende ambt om redenen die onafhankelijk zijn van de wil van de inrichtende macht niet meer geheel of gedeeltelijk kan worden gesubsidieerd;
- 4° uiterlijk de laatste dag van het dienstjaar gedurende hetwelk de aanwerving is geschied;
- 5° vanaf de datum van ontvangst van het definitieve advies van de administratieve gezondheidsdienst waarbij het tijdelijk personeelslid als definitief ongeschikt wordt verklaard of definitief in ruste wordt gesteld om gezondheidsredenen;
- 6° op de in de overeenkomst bepaalde datum;
- 7° wanneer het technisch personeelslid niet meer voldoet aan de volgende voorwaarden :
 - a) Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen afwijking;
 - b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
 - c) voldoen aan de dienstplichtwetten;
 - d) van onberispelijk gedrag zijn.
- 8° wanneer het technisch personeelslid, na een toegelaten afwezigheid, zonder geldige reden nalaat zijn werk te hervatten en afwezig blijft gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 9° wanneer het technisch personeelslid, zonder enige geldige reden, zijn werk verlaat en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijft;
- 10° wanneer het personeelslid zich in de gevallen bevindt waarin de toepassing van de strafwetten de stopzetting van het ambt met zich mede brengt;
- 11° wanneer het personeelslid zich in een toestand van permanente arbeidsongeschiktheid bevindt die erkend wordt overeenkomstig de wet of de verordening, waardoor het voor hem niet mogelijk is om zijn ambt correct uit te oefenen;
- 12° wanneer het personeelslid in ruste wordt gesteld omdat het de leeftijdsgrens heeft bereikt;
- 13° op de datum waarop wordt vastgesteld dat het technisch personeelslid werd aangeworven zonder de statutaire regels in acht te nemen;
- 14° op de datum waarop het technisch personeelslid in die betrekking in vast verband wordt aangeworven;
- 15° wanneer geen beroep bedoeld in artikel 23 werd ingesteld tegen de kennisgeving van de vaststelling van een onverenigbaarheid of wanneer de onverenigbaarheid wordt vastgesteld door een vonnis of een definitief arrest van een arbeidsgerecht.

Onderafdeling II. — Beëindiging van de overeenkomst bij onderling akkoord

Artikel 110*quater*. De overeenkomst die met de personeelsleden wordt gesloten, kan een einde nemen bij onderling akkoord van de partijen.

In dat geval wordt dit vastgesteld door een geschrift dat door beide partijen wordt ondertekend en gedateerd. Dat geschrift vermeldt de datum van het einde van de overeenkomst.

Onderafdeling III. — Beëindiging van de overeenkomst bij ontslag van het personeelslid

Artikel 110*quinquies*. Een personeelslid kan een overeenkomst eenzijdig beëindigen met inachtneming van een opzeggingstermijn van acht dagen.

Onderafdeling IV. — Beëindiging van de overeenkomsten bij afdanking met inachtneming van een opzeggingstermijn

Artikel 110*sexies*. § 1. Behalve als het tijdelijk technisch personeelslid door de inrichtende macht wordt aangeworven op grond van de prioriteit bedoeld in artikel 30, § 1, binnen die inrichtende macht, kan het worden afgedankt met inachtneming van een met redenen omklede opzeggingstermijn van veertien dagen.

Het personeelslid wordt vooraf uitgenodigd om te worden gehoord. Van de oproeping tot de hoorzitting alsook van de redenen waarom de inrichtende macht het technisch personeelslid wil afdanken, moet hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting kennis worden gegeven ofwel bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ofwel bij een schrijven dat overhandigd wordt met ontvangstbewijs. Gedurende de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een vertegenwoordiger die wordt gekozen onder de personeelsleden die in actieve dienst zijn of in ruste gesteld zijn, of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich bij de hoorzitting niet aanmeldt of er niet wordt vertegenwoordigd.

Als het technisch personeelslid of zijn vertegenwoordiger echter overmacht kunnen laten gelden zodat hun afwezigheid bij de hoorzitting wordt gewettigd, wordt het technisch personeelslid opgeroepen tot een nieuwe hoorzitting, waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig het tweede lid.

In dat geval, ook al hebben het technisch personeelslid of zijn vertegenwoordiger zich bij de hoorzitting niet aangemeld, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het tijdelijk technisch personeelslid, waarvan de overeenkomst wordt opgezegd, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving van de opzegging, een beroep indienen tegen de beslissing tot afdanking bij de raad van beroep.

Het technisch personeelslid dat zijn recht van beroep wil gebruiken, laat dit zijn inrichtende macht onmiddellijk schriftelijk weten.

De raad van beroep deelt zijn advies de inrichtende macht binnen een termijn van hoogstens 45 dagen vanaf de datum van ontvangst van het beroep mee.

De beslissing wordt door de inrichtende macht genomen binnen de 45 dagen na de ontvangst van het advies van de raad van beroep.

Het personeelslid wordt door de raad van beroep gehoord. Het kan zich laten bijstaan door een advocaat, een vertegenwoordiger gekozen onder de technische personeelsleden van de vrije gesubsidieerde centra, in actieve dienst of in ruste gesteld, of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie.

§ 2. Indien het tijdelijk technisch personeelslid in een betrekking door de inrichtende macht wordt aangeworven op grond van de prioriteit bedoeld in artikel 30, § 1, binnen die inrichtende macht, wordt dezelfde procedure als deze die bedoeld is in § 1 toegepast met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

§ 3. Van de beslissing tot afdanking wordt door de inrichtende macht kennis gegeven aan het technisch personeelslid.

Op straffe van nietigheid geschiedt de kennisgeving ofwel bij deurwaardersexploot ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de verzending ervan.

Op straffe van nietigheid moet de kennisgeving de datum vanaf welke de opzeggingstermijn begint en de duur ervan vermelden.

In geval van afdanking verliest het tijdelijk aangeworven technisch personeelslid de voorrang die het bij de betrokken inrichtende macht had verworven. Het vindt die echter terug als het door die inrichtende macht opnieuw wordt aangeworven.

Onderafdeling V. — Beëindiging van de overeenkomsten bij afdanking zonder inachtneming van een opzeggingstermijn om een dringende reden

Artikel 110*septies*. § 1. De inrichtende macht kan ieder technisch personeelslid dat in tijdelijk verband wordt aangeworven, zonder inachtneming van een opzeggingstermijn, om een dringende reden, afdanken.

Onder dringende reden wordt verstaan de ernstige tekortkoming die elke professionele samenwerking tussen de inrichtende macht en het personeelslid onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Zodra de inrichtende macht kennis heeft van gegevens die aanleiding kunnen geven tot een dringende reden, roept de inrichtende macht het personeelslid op tot een hoorzitting die ten vroegste vijf dagen en uiterlijk tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief moet plaatsvinden.

§ 3. Indien de inrichtende macht, na de hoorzitting, van mening is dat er voldoende gegevens zijn die leiden tot de dringende reden, kan zij binnen de drie dagen volgend op de hoorzitting tot de afdanking overgaan. Bij de afdanking wordt het bewijs geleverd van de beweerde feiten. Van die afdanking wordt aan de andere partij kennis gegeven ofwel bij een deurwaardersexploot, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan.

§ 4. Gedurende de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in actieve dienst of in ruste gesteld, van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Afdeling III. — Beëindiging van de overeenkomsten van de personeelsleden die in een bevorderingsambt tijdelijk aangeworven zijn

Artikel 110*octies*. De overeenkomsten die met de in tijdelijk verband in een bevorderingsambt aangeworven personeelsleden worden gesloten, nemen een einde :

- van ambtswege, overeenkomstig artikel 110*ter*, met uitzondering van 4°;
- bij onderling akkoord, overeenkomstig artikel 110*quater*;
- bij ontslag, overeenkomstig artikel 110*quinquies*;
- bij afdanking met inachtneming van een opzeggingstermijn, overeenkomstig artikel 110*sexies*, § 1, eerste lid;
- bij afdanking zonder inachtneming van een opzeggingstermijn om een dringende reden, overeenkomstig artikel 110*septies*;

*Afdeling IV. — Beëindiging van de overeenkomsten van de in vast verband aangeworven personeelsleden**Onderafdeling I. — Beëindiging van ambtswege van de overeenkomsten*

Artikel 110*nonies*. § 1. De overeenkomsten die werden gesloten met de in vast verband aangeworven technische personeelsleden nemen van ambtswege een einde :

1° wanneer deze niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden :

- a) Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te staan afwijking;
- b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- c) voldoen aan de dienstplichtwetten;
- d) van onberispelijk gedrag zijn.

2° wanneer deze, na een toegelaten afwezigheid, zonder geldige reden nalaten hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

3° wanneer deze, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

4° wanneer deze zich in de gevallen bevinden waarin de toepassing van de strafwetten de stopzetting van het ambt met zich mede brengt;

5° wanneer deze zich in een toestand van permanente arbeidsongeschiktheid bevinden die erkend wordt overeenkomstig de wet of de verordening, waardoor het voor hen niet mogelijk is om hun ambt correct uit te oefenen;

6° wanneer deze zonder geldige reden weigeren, nadat ze in actieve dienst weder opgeroepen zijn, de door de inrichtende macht toegekende betrekking binnen de tien dagen te bekleden;

7° bij een aanwerving in vast verband in een ander ambt;

8° wanneer het personeelslid in ruste wordt gesteld omdat het de leeftijdsgrens heeft bereikt of omdat het definitief lichamelijk ongeschikt is;

9° bij afdanking om een dringende reden;

10° bij vrijwillig ontslag;

11° wanneer geen beroep werd ingesteld tegen de kennisgeving van de vaststelling van een onverenigbaarheid of wanneer de onverenigbaarheid wordt vastgesteld door een vonnis of een definitief arrest van een arbeidsgerecht.

In dat geval neemt de overeenkomst werkelijk een einde binnen de tien dagen na de kennisgeving van de definitieve beslissing aan het personeelslid. Het technisch personeelslid behoudt de verworven rechten die betrekking hebben op zijn vorige regelmatige toestand;

12° vanaf het ogenblik waarop hun aanwerving in vast verband, die als onregelmatig is gebleken, wordt vernietigd, voor zover de onregelmatigheid niet de inrichtende macht te wijten is. In dit geval behoudt het personeelslid de verworven rechten die betrekking hebben op zijn vorige regelmatige toestand.

Onderafdeling II. — Beëindiging van de overeenkomsten bij onderling akkoord

Artikel 110*decies*. De overeenkomst die met de in vast verband aangeworven technische personeelsleden wordt gesloten, kan een einde nemen bij onderling akkoord van de partijen.

In dat geval wordt dit vastgesteld door een geschrift, dat de datum vermeldt waarop de inrichtende macht en het personeelslid hun toestemming hebben gegeven.

Onderafdeling III. — Beëindiging van de overeenkomsten bij ontslag van het personeelslid

Artikel 110*undecies*. Een technisch personeelslid kan een overeenkomst eenzijdig beëindigen met inachtneming van een opzeggingstermijn van veertien dagen.

Van de opzegging wordt de inrichtende macht kennis gegeven bij aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan. »

Art. 66. De artikelen 34 tot 38 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 67. Dit decreet treedt op 1 september 2010 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 106-1. — Verslag, nr. 106-2. — Erratum, nr. 106-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 106-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 juli 2010.